

## AKTUELL

## FREIHANDELSVERTRÄGE

# Zu früh gejubelt?

Danièle Weber

**Das Urteil des Europäischen Gerichtshofs über den Handelsvertrag der EU mit Singapur wurde von Globalisierungskritikern begrüßt. Noch ist jedoch nicht heraus, ob solche Verträge dadurch demokratischer werden.**

Als „Sieg der Demokratie“ bezeichnete Greenpeace das lang erwartete Urteil des Europäischen Gerichtshofs zum EU-Freihandelsvertrag mit Singapur. Darin kommen die Richter zum Schluss, das Abkommen könne nicht durch die EU alleine abgeschlossen werden, da bestimmter Bereiche der Zustimmung durch die Mitgliedstaaten bedürfen.

Damit steht fest: Die nationalen Parlamente werden ihr Wörtchen mitzureden haben, bei diesem und auch bei künftigen Freihandelsabkommen,

die von der Europäischen Union mit Drittstaaten unterzeichnet werden. Allerdings schränkt das Gericht dieses Mitspracherecht stark ein. Lediglich in zwei Bereichen, so das Urteil, sei nicht alleine die EU kompetent. Zum einen gelte das für bestimmte, nicht direkte Investitionen von Dritten und zum anderen für die Schlichtungsverfahren, die vorgesehen sind, wenn sich Investoren und Staaten nicht einig sind.

Vor allem gegen letztere haben TTIP- und CETA-Gegner protestiert. Solche Verfahren „stellen eine Paralleljustiz dar, die unsere etablierten Justizsysteme in Frage stellen“, stellt der Luxemburger Europa-Abgeordnete Claude Turmes (Grüne) in einer Pressemitteilung fest. Er fordert die Kommission auf, nun die Konsequenzen aus dem Urteil zu ziehen, „und die

Schiedsgerichte aus allen Freihandelsverträgen der EU herauszunehmen“.

Tatsächlich könnte die EU-Kommission, die sich nun mit dem Urteil auseinandersetzen muss, genau das entscheiden. EU-Handelsverträge könnten in zwei Teile aufgeteilt werden, von denen nur einer in den gemeinsamen Zuständigkeitsbereich der EU und der Mitgliedstaaten fällt.

## Künftig zwei Parallel-Verträge?

Ob damit allerdings die von Turmes geforderte „Demokratisierung der Europäischen Handelspolitik“ einhergehen wird, ist unklar. Das Gericht hat in seinem am Dienstag gefällten Urteil nämlich auch festgestellt, dass der überwiegende Teil der Regelungen solcher Handelsverträge ausschließlich in die Kompetenz der EU fällt. Dazu gehören sowohl der Zugang zum Markt für Waren und Dienstleistungen als auch die Bestimmungen im Bereich der nachhaltigen Entwicklung.

Dies hatte noch Ende letzten Jahres die General-Anwältin des Europäischen Gerichtshofes anders gesehen.

Eleanor Sharpston hatte in ihrer am 21. Dezember veröffentlichten Einschätzung den Flug- und Schienenverkehr sowie die Schifffahrt ebenfalls zum gemeinsamen Zuständigkeitsbereich von EU und Mitgliedstaaten gezählt. Zudem war sie der Ansicht, dass die nationalen Parlamente auch beim Urheberrecht und der Festlegung der sozialen und Umweltstandards mit einbezogen werden müssen.

Doch in allen diesen Bereichen sprach nun der Gerichtshof der EU die alleinige Kompetenz zu. Man begrüße das Urteil, das Klarheit in der Frage der Kompetenzen bringe, sagte am Dienstag EU-Kommissionsprecher Margaritis Schinas. Als Rückschlag für die Kommission, die das Abkommen mit Singapur ebenso wie den Handelsvertrag mit CETA zunächst unter reine EU-Kompetenz gestellt hatte, sieht man dieses Urteil nicht. „Es war die Kommission, die sich an das Gericht mit der Frage der Zuständigkeit gewandt hat“, sagte Schinas. Man werde nun zusammen mit dem Europaparlament und den Mitgliedstaaten das Urteil untersuchen.

## POLITIQUE COMMUNALE

# Une somme rondelette

Luc Caregari

**En décembre 2012, la commune d'Esch-sur-Alzette a approuvé un règlement taxant les immeubles vides et les terrains non bâtis - cinq ans plus tard, le revenu de cette taxe est d'exactement zéro euro.**

À partir de documents que le woxx s'est procurés, il apparaît que pour l'exercice 2015 au moins, les recettes de la taxe approuvée en 2012 sont nulles. C'est en tout cas ce qui ressort d'un courrier de la Direction du contrôle de la comptabilité communale - qui fait partie du ministère de l'Intérieur - adressé à la commune d'Esch-sur-Alzette le 16 février 2017 : « Lors du contrôle des comptes sur place, il s'est avéré qu'aucune recette n'avait été perçue au titre de la taxe annuelle spécifique sur certains immeubles bâtis inoccupés et sur certains terrains à bâtir », notent les fonctionnaires de l'État. Et de prier la commune de « fournir des explications sur l'application dudit règlement ».

Celle-ci s'exécute dans une lettre adressée au ministère, le 5 mai 2017. Et les détails de l'explication sont

pour le moins dérangeants. Car dans le courrier, cosigné par la bourgmestre Vera Spautz et son secrétaire général Jean-Paul Espen, la commune cherche d'abord à minimiser sa propre taxe : « En premier lieu, il y a lieu de souligner que la taxe (...) a été introduite dans le but principal d'inciter les propriétaires d'immeubles et de terrains non occupés à entreprendre les démarches nécessaires pour assurer leur occupation. Dans cet état d'esprit, un courrier avait été envoyé à tous les propriétaires pour les informer des possibilités à leur disposition et offrant une assistance par les services communaux », écrivent les responsables communaux. Menacer avec une taxe pour inciter les propriétaires à cesser de spéculer ? Une drôle façon de procéder.

Ensuite, Spautz et Espen en viennent aux raisons techniques de ce manque à gagner : ainsi, ils remarquent qu'« il y a malheureusement lieu de constater que le législateur a confronté les autorités communales à un texte de loi ouvrant des possibilités sans en fournir les moyens. Ainsi la notion de 'résidence secondaire' a

été introduite et imposée aux communes, sans en fournir la moindre définition ». Étonnant, quand on sait que le mauvais génie qui siège au ministère de l'Intérieur est le camarade de parti et membre de la même « aile gauche » du LSAP que la bourgmestre - il n'aurait pas pu lui filer un coup de main?

## Honneur aux taxes disparues !

Finalement c'est au tour de la protection des données d'être invoquée, qui limiterait l'accès des communes à certaines informations « de sorte qu'il appartient à la Ville d'associer les logements, et notamment les appartements, à leurs propriétaires et locataires respectifs, ce qui constitue un travail utile mais fastidieux ». Tellement fastidieux donc que la commune a capitulé devant la tâche, car elle « entend entamer une perception simultanée sur l'ensemble de son territoire », cela dans le souci de « garantir l'égalité devant la loi ».

Contacté par nos soins, le service des relations publiques de la commune d'Esch-sur-Alzette a fait sa

grande muette. Pourtant, dans les archives du woxx, on trouve des déclarations qui, comparées à la situation actuelle, sont étonnantes.

Ainsi, Vera Spautz, juste après avoir repris le siège de sa prédécesseure Lydia Mutsch, devenue ministre de la Santé, déclarait dans une interview au woxx de janvier 2014 à une question sur les retombées attendues de cette taxe : « À partir de juillet nous en saurons plus, quand les 18 mois auront passé. C'est-à-dire que les propriétaires des quelque 800 appartements et 200 maisons vides seront contactés. Et c'est sans compter les terrains, où la taxe ne prendra effet que 18 mois plus tard. Mais entre-temps nous développons une taxe sur les surfaces commerciales vides, pour que la spéculation sur celles-ci cesse aussi. » Bizarre que les mêmes propriétaires qu'on connaissait en 2014, on ne les retrouve plus quelques années plus tard. Il y a donc des choses qui disparaissent mystérieusement à Esch-sur-Alzette, comme cette fameuse taxe sur les surfaces commerciales, volatilisée elle aussi. Honni soit qui mal y pense.

PHOTO : ©COMMONS\_WIKIMEDIA

